

Des scénarios alternatifs face aux impasses de l'intégration socioéconomique

Bernard Fusulier *

Paul Lodewick **

* Directeur de recherches FNRS – Professeur, GIRSEF-CIRFASE, UCL

** Sociologue, Haute Ecole Louvain en Hainaut

Depuis plusieurs décennies, nos sociétés occidentales sont confrontées à un problème qu'elles ne parviennent pas à dépasser : la crise de l'intégration socioéconomique. Loin de négliger les grandes causes politico-économiques (de la crise pétrolière de 1973 à la crise financière de 2008, en passant par l'effondrement de l'URSS et la globalisation économique qui s'ensuit – accompagnés d'un capitalisme triomphant et d'une pénétration des logiques marchandes dans quasi tous les espaces sociaux), ce numéro porte le regard sur l'obsolescence de certains fondements de notre organisation sociale et sur les scénarios alternatifs qui sont aujourd'hui présents dans le champ académique – et, pour plusieurs d'entre eux, dans l'espace public.

Le point de départ est ce que Robert Castel a appelé l'effritement de la société salariale, et plus spécifiquement la fragilisation de trois grands référentiels qui ont guidé sa constitution :

– un « référentiel d'emploi », où le salarié offre sa productivité en échange d'une rémunération (salaire direct) et d'un système de protection sociale, dans le cadre d'un emploi typique à temps plein et à vie pour une partie de la population considérée comme prioritaire (les hommes, les pères de famille) ; un chômage faible (le chômage frictionnel des actifs prioritaires) et un « sous-emploi » fort dans la population des non prioritaires (les femmes et les jeunes en particulier) ;

– un « référentiel d'âge », qui délimite une série d'étapes de vie autour d'un « schéma ternaire » qui renvoie à trois grands « âges de la vie » : la jeunesse (où l'on s'éduque), l'âge adulte (celui du travail productif ou reproductif, selon le sexe), la vieillesse (associée au repos) ;

Des scénarios alternatifs face aux impasses de l'intégration socioéconomique

– et, bien entendu, un « référentiel de genre », soutenant une division sexuée du travail productif et du travail reproductif (travail/famille) : l'emploi d'abord pour les hommes ; le domestique d'abord pour les femmes.

Sans aborder ici le régime démocratique et le rôle qu'a joué la référence à l'État-nation, observons que la société salariale a été construite autour d'une vision restrictive de l'intégration socioéconomique, où une personne adulte est considérée active si elle est engagée sur le marché de l'emploi. Pour pallier les risques attachés à la perte d'emploi, à la santé et au vieillissement, la sécurité sociale s'est déployée autour de trois types d'assurance adossée à l'emploi : une assurance chômage, une assurance maladie-invalidité et une assurance pension de retraite. À côté de ce pilier « emploi » et des assurances sociales associées, l'État va offrir un support relevant de l'assistance : l'aide sociale (principalement gérée en Belgique par les CPAS). Basés sur une perspective de plein emploi tout au long de la vie professionnelle (au départ, rappelons-le, pensée pour les hommes adultes), ces filets de sécurité devaient, pour être financièrement soutenables, jouer temporairement ou concerner une partie circonscrite de la population. Pour être complet, remarquons que le modèle intègre aussi une conciliation travail/famille à l'échelle du ménage, avec un homme prioritairement dédié aux tâches professionnelles et une femme prioritairement dédiée aux tâches domestiques.

À la fin des années 1970, les premières fissures s'observent. Elles ne font que s'accroître depuis : chômage de masse et structurel, précarisation de l'emploi, flexibilité et intensité du travail professionnel, féminisation du marché de l'emploi (mais avec des inégalités persistantes entre les sexes), difficile conciliation emploi/famille, fatigue professionnelle grandissante, etc. Au cours des années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements successifs vont tenter de résoudre l'équation tout en restant dans le paradigme de la société salariale « monoactive » (arc-boutée sur l'emploi). En Belgique notamment, mais pas uniquement, la recette trouvée est alors « l'activation ». Il faut activer les populations, surtout celles qui sont dépendantes de la protection sociale : inscrire les bénéficiaires de l'aide sociale dans des parcours d'intégration pour qu'ils s'activent, mettre la pression sur les chômeurs pour s'assurer qu'ils recherchent activement un emploi – sous peine d'exclusion –, penser des formules d'outplacement pour les travailleurs plus âgés licenciés, retarder l'âge de la retraite pour maintenir plus longtemps les personnes en « activité », accélérer le retour vers

l'emploi des personnes en maladie de longue durée... Force est pourtant de constater que cette recette ne paraît guère apporter une véritable solution à l'intégration socioéconomique des populations, et pas davantage de cohésion sociale et de bien-être des personnes.

Dans ce numéro, nous souhaitons donner la parole à des chercheuses et des chercheurs qui pensent autrement, en avançant de nouvelles conceptions de l'intégration socioéconomique. Il contient sept propositions, lesquelles questionnent en quelque sorte le logiciel social de nos sociétés contemporaines : l'éthique du *care* (Pascale Molinier) ; les nouveaux critères d'estimation de la richesse des pays (Dominique Méda) ; l'allocation universelle (Philippe Defeyt) ; l'économie solidaire ou sociale (Jordi Estivill) ; la socioéconomie des communs (Étienne Verhaegen) ; l'économie collaborative (Marc Zune & Matthieu de Nanteuil) ; une société multiactive (Bernard Fusulier & Chantal Nicole-Drancourt). Chacune de ces propositions a déjà fait l'objet de publications, et certaines ont été fortement débattues dans les arènes académiques, politiques et publiques. La plus-value de ce numéro est de les concentrer dans un même espace éditorial. D'autres scénarios existent et mériteraient d'être présentés ; les choix ici opérés sont donc partiels – voire à certains égards partiels – mais ils balisent un espace d'alternatives variées. On pourrait éventuellement s'étonner que la réduction collective du temps de travail, qui constitue aujourd'hui également une proposition fortement présente dans le débat public, ne soit pas présente. Loin de rejeter cette piste, elle nous paraît cependant être moins disruptive ; l'un des arguments étant d'ailleurs son inscription dans le mouvement même de la société salariale.

Le point de départ de chaque article consiste à faire le constat des impasses du modèle actuel. Il n'en reste pas moins que plusieurs d'entre eux sont très conceptuels alors que d'autres se veulent plus opérationnels dans leurs propositions, parfois très précises voire chiffrées. Ces propositions sont aussi abordées sous des angles différents selon les auteurs : critiques féministes (Pascale Molinier, et Bernard Fusulier & Chantal Nicole-Drancourt) ; remise en question de la conception classique de la liberté individuelle fondée sur la propriété privée (Étienne Verhaegen) ; critique de la manière dont est organisée la protection sociale qui ne correspond plus aux besoins nouveaux (Philippe Defeyt) ; contestation de l'idéologie de la croissance, de la conquête et de l'exploitation (Dominique Méda) ; remise en cause notamment de l'organisation du travail et de l'appropriation capitaliste des fruits de

Des scénarios alternatifs face aux impasses de l'intégration socioéconomique

celui-ci (Marc Zune & Matthieu de Nanteuil) ; dénonciation de l'absence de démocratie dans la vie économique (Jordi Estivill). En outre, tous les auteurs s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas d'utopies mobilisatrices sans assise éthique : éthique du *care* ; respect des droits fondamentaux des personnes ; valeur d'égalité ; éthique de la discussion, de l'autonomie et du droit à la subjectivation...

Certes, les diagnostics qui président à la formulation de chacune des propositions ne sont pas nécessairement partagés, et les lignes d'action envisagées ne sont pas toujours complémentaires, quoique... Néanmoins, elles contribuent toutes à redessiner les frontières voire à redéfinir les contenus de l'intégration socioéconomique. Elles constituent autant d'appels pour une politique qui ose se projeter dans un avenir plus prometteur, utopique mais pas irréaliste ! Un point commun dans le positionnement des différents auteurs est justement leur volonté de nourrir le débat public, de sortir de la position académique classique et de viser « une science publique engagée », selon l'expression de Dominique Méda. Ce faisant, ce numéro ouvre les horizons des possibles au sein de sociétés démocratiques en fort questionnement sur leur avenir humainement soutenable.